

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région

La liste suivante contient les freins ou irritations potentiels aux travailleurs frontaliers signalés par les partenaires du réseau de la TFF 3.0. Les thèmes n'ont pas encore été examinés juridiquement de manière approfondie par la TFF 3.0. Sur la base de ces obstacles potentiels signalés, la TFF 3.0 propose aux partenaires financiers du projet une liste de priorités qui seront ensuite traitées par la TFF 3.0 après accord des partenaires financiers.

Thématique	Description	Pays concernés
Perception concomitante d'une pension d'invalidité au Luxembourg et d'une allocation chômage en Allemagne	Une pension d'invalidité luxembourgeoise a été accordée à une travailleuse transfrontalière. Cependant, elle perçoit déjà une allocation de chômage en Allemagne. La pension d'invalidité ne peut être perçue en même temps qu'une allocation au chômage. La question se pose donc de savoir comment la compensation doit se faire ici. Le Fonds luxembourgeois de pension d'invalidité n'effectuera un paiement qu'une fois que la procédure de règlement aura été clarifiée.	DE → LUX
Différence d'interprétation des textes de lois entre la Belgique et le Luxembourg : lorsque la Caisse Nationale de Santé (CNS) reconnaît l'aptitude au travail d'un salarié alors que celui-ci fait recours contre la décision de la CNS.		BE → LUX
Calcul des périodes de travail en cas de demande de pension pour les personnes qui ont travaillé en Belgique à temps partiel		LUX → BE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

Bénéfice du Kindergeld (allocation familiale allemande) pour les enfants de parent travaillant et résidant en Allemagne qui effectuent un service civique de droit français en France	La législation allemande prévoit un droit aux allocations familiales lorsqu'un enfant de plus de 18 ans (et jusqu'à l'année de ses 25 ans) effectue une année sociale volontaire. Elle peut être effectuée à l'étranger sous condition préalable que le soutien pédagogique soit assuré par un organisme agréé basé en Allemagne. L'accomplissement du « Service civique » en France auprès d'une organisation française n'ouvre pas en principe le droit au Kindergeld. L'application du règlement 883/2004 doit rendre possible l'ouverture du droit au Kindergeld pour les enfants de travailleurs frontaliers résidant et effectuant un service civique en France, mais cela ne sera pas le cas pour les enfants de parents résidant et travaillant en Allemagne. On peut se demander si le droit allemand est compatible avec le droit européen (liberté d'établissement de l'article 49 du TFUE).	DE → FR
Sécurité sociale des chauffeurs routiers	L'exception concernant la détermination de la loi applicable pour les chauffeurs routiers a pris fin en 2020. Changement d'affiliation à l'Etat de résidence de nombreux chauffeurs.	BE → LUX (vraisemblablement l'ensemble de la Grande Région)
Remise au travail de salariés malades	La CNS du Luxembourg prend souvent des décisions de remise au travail de salariés en maladie. Le courrier qui les informe de cette décision contient la mention suivante : possible introduction d'un recours s'il existe de nouveaux faits. Cette mention est-elle légale ?	DE → LUX ; BE → LUX; FR → LUX
Versement de l'allocation chômage en France et délais de délivrance d'une carte vitale avec numéro de sécurité sociale	Les personnes précédemment employées en Allemagne et assurées dans le secteur privé qui perdent leur emploi et s'inscrivent à Pôle emploi afin de bénéficier de l'allocation chômage en France font une demande de carte vitale à la CPAM. Celle-ci n'est pas délivrée après plusieurs mois. Pôle emploi verse l'allocation quelques mois seulement en l'absence de carte vitale.	DE -> FR

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024



Demande d'allocations familiales allemandes	Les travailleurs frontaliers dont la situation évolue et fait naître un élément transfrontalier (prise d'emploi dans un autre Etat ou déménagement) rencontrent des problèmes lors de la demande d'allocations familiales. La caisse d'allocation familiale allemande demande un justificatif de la caisse française attestant que la famille ne perçoit pas d'allocations afin que la demande soit considérée comme complète et que le dossier puisse être examiné. La caisse française ne fournit ce document qu'après le dépôt d'une demande. Les délais de traitement sont anormalement longs (jusqu'à 10-12 mois).	FR → DE / DE → FR / DE → LUX
Prise en charge du traitement d'orthodontie d'enfants de frontaliers	L'enfant d'un frontalier est assuré en Allemagne où il suit un traitement d'orthodontie et bascule dans le régime français lorsqu'un parent débute une activité professionnelle en France. En Allemagne, il n'y aura pas remboursement du trimestre car l'objectif du traitement ne sera pas atteint. Le type de traitement est complètement différent en France. Il faut recommencer. Les caisses ne veulent pas délivrer de S2 pour un traitement en Allemagne. Elles n'y voient pas de nécessité et ne délivrent un S2 que pour des traitements en série d'après leur catalogue.	DE → FR
Imposition du plan de pension complémentaire	La CDI franco-luxembourgeoise attribue le droit d'imposition des revenus provenant d'un plan de pension complémentaire au pays de résidence. La problématique d'une imposition différée existe pour les travailleurs frontaliers au moment du versement des prestations de retraite complémentaire. Il existe une imposition à l'entrée au Luxembourg au taux forfaitaire de 20 % et une imposition à la sortie en fonction de la législation applicable en France. Au niveau juridique, il ne s'agit pas d'une double imposition mais de fait cela constitue une charge supplémentaire pour les travailleurs frontaliers.	FR → LUX
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé du travailleur frontalier (AEEH)	L'AEEH qui est une prestation accordée en France doit aider la famille dans l'éducation et les soins à apporter à un enfant handicapé. Le CDTFM est d'avis qu'elle ne devrait pas entrer dans le calcul de l'allocation différentielle concernant les allocations	FR → DE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

	familiales. Ex problématique : une famille avec un enfant qui porte un handicap ne peut pas bénéficier de l'AAEH car l'allocation familiale allemande est plus élevée.	
Minijob et sécurité sociale	Une entreprise de nettoyage située à Sarrebruck a signalé qu'un contrôle était effectué s'agissant de l'affiliation à la sécurité sociale du personnel. Cela est problématique pour les frontaliers en minijob. Ils sont dans les faits assurés ayant droit du conjoint en France et ne disposent pas de A1. Au regard de la nouvelle procédure de télédéclaration des arrêts maladie, il semble que chaque salarié devra indiquer à son employeur sa caisse maladie d'affiliation, ce qui va amener son lot de difficultés pour les personnes en minijob.	FR → DE
Numéro d'identification de travailleurs frontaliers	Des problèmes vont apparaître en 2023 pour les frontaliers lors de la demande de Kindergeld du fait qu'ils ne disposent pas de numéro d'identification fiscale en Allemagne. La Familienkasse demande le certificat d'exonération d'imposition (Steuerbescheinigung) fourni par le Finanzamt, mais elle devrait à l'avenir passer par la procédure informatique ELSTAM, ce qui est impossible en l'absence de numéro d'identification fiscale.	FR → DE
Supplément pour enfants	Les travailleurs frontaliers n'ont pas droit au supplément pour enfants (allocations familiales).	FR → DE
Formulaire A1	Depuis le 5/1/22, ce n'est plus la CPAM, mais l'URSSAF qui est chargée de la délivrance du formulaire A1, ce qui pose un problème pour les entreprises allemandes, parce qu'elles ont besoin d'un numéro d'inscription français pour ouvrir un compte. Une entreprise sarroise facture à ses salariés les frais de délivrance de l'attestation par l'intermédiaire d'un prestataire de services.	DE → FR
Couverture de base pour les enfants	Il est prévu de regrouper à partir de 2025 les allocations familiales allemandes et les autres prestations en une couverture de base pour les enfants qui sera automatiquement versée à toutes les familles sans conditions de ressources. Le projet	DE → GR

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024



	de loi sera présenté d'ici fin 2023. Hypothèse : pourrait-il s'agir d'une prestation sociale et non pas d'une prestation familiale ?	
Carte vitale pour les enfants d'un couple divorcé	En France, les enfants sont inscrits sur les cartes d'assurance maladie des parents. Si une partie du couple réside et travaille en Allemagne, il/elle n'a pas de carte/numéro d'assuré(e) pour l'enfant. Pour les couples divorcés qui se relaient pour la garde, cela peut poser des problèmes en cas de maladie/blessure de l'enfant en Allemagne.	FR
Calcul des allocations familiales	La France ne les calcule pas par enfant, mais par famille.	FR
Indemnité de soins de longue durée et dispense de travailleurs frontaliers	Dispense de travail d'un frontalier pour s'occuper d'un proche malade. Est-ce contraire au droit européen ?	FR DE
Astreinte télétravail et fiscalité	Un salarié qui effectue de l'astreinte dans un autre pays de travail, mais qui réside en France, doit-il compter ces permanences comme jour de décompte pour l'impôt en France ?	DE LUX
Traduction des documents médicaux en langue étrangère lors du dépôt d'une demande à la MDPH- et de manière plus large : traduction de documents accompagnant une demande en matière de sécurité sociale	Un ancien travailleur frontalier handicapé informe la TFF 3.0 du refus de la MDPH en France d'accepter les expertises médicales fournies en langue allemande lors de demande de prestations sociales relatives au handicap. Un courriel d'une employée de l'administration lui indique que la traduction est à sa charge. Après interrogation de certains partenaires de réseau, la demande de traduction de pièces accompagnant une demande en matière de sécurité sociale est parfois rencontrée avec des organismes allemands. Il conviendrait d'examiner ce frein au regard de l'article 76 du règlement européen 883/2004 en matière de sécurité sociale dont l'interprétation semble faire objet de divergences ainsi qu'à l'aune de l'article 45 du TFUE.	DE, FR
Suppression rétroactive de l'affiliation à la sécurité sociale	Une personne résidant en France, est engagée par une entreprise luxembourgeoise pour être détachée directement auprès d'une entreprise située sur le territoire allemand.	FR, LUX, DE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

	A la suite d'un contrôle de l'entreprise, le "Centre commun de la sécurité luxembourgeois" a annulé rétroactivement tous les formulaires A1 et a rayé les personnes du régime de sécurité sociale luxembourgeois. Selon le droit européen, l'affiliation aurait dû se faire en Allemagne. L'entreprise concernée a cessé ses activités. Les personnes concernées se retrouvent sans couverture d'assurance et avec des dettes pendant environ deux ans. Le Luxembourg demande le remboursement des indemnités de maladie et des allocations familiales versées. En Allemagne, la personne était inconnue et ne peut pas s'affilier elle-même.	
Assurance dépendance - montant d'allègement	En Allemagne le degré de dépendance est gradué en différent niveau. Au niveau de soins 1, on peut recevoir entre autres ce qu'on appelle un montant d'allègement (125 €/mois), soit 1500 €/an), qu'on peut utiliser pour des aides ménagères. Des frontaliers qui habitent en France et qui sont assurés en Allemagne ont essayé d'obtenir ce montant. Mais les services de soins français ne sont pas pris en compte par l'assurance allemande et les services de soins allemands ne peuvent pas aller en France. De facto, les travailleurs frontaliers ne peuvent pas bénéficier de ce montant. Cela pourrait être contraire au droit européen. Cet irritant pourrait constituer un frein de nature fondamental.	FR, DE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région,
Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion,
Juli 2021 bis Februar 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion

Die nachfolgende Liste sind von den Netzwerkpartner der TFG 3.0 gemeldete mögliche Grenzgängerhemmnisse. Die Thematiken sind durch die TFG 3.0 noch nicht vertieft rechtlich geprüft. Die TFG 3.0 schlägt auf dem Hintergrund dieser gemeldeten möglichen Hindernisse den Projektpartnern eine Prioritätenliste vor, die dann nach Abstimmung durch die Finanzierungspartner von der TFG bearbeitet werden.

Thematik	Beschreibung	Betroffene Länder
Gleichzeitiger Bezug einer Rente wegen Erwerbsminderung in Luxemburg und eines Arbeitslosengelds in Deutschland	Einer Grenzgängerin wurde in Luxemburg eine Rente wegen Erwerbsminderung gewährt. Sie bezieht jedoch in Deutschland bereits Arbeitslosengeld. Die Rente wegen Erwerbsminderung kann nicht gleichzeitig mit Arbeitslosengeld bezogen werden. Die Frage ist also, wie hier der Ausgleich erfolgen soll. Der luxemburgische Rentenfonds leistet erst dann Zahlungen, wenn das Ausgleichsverfahren geklärt wurde.	DE → LUX
Unterschiedliche Auslegung der Gesetzestexte in Belgien und Luxemburg, wenn die Gesundheitskasse (CNS) die Arbeitsfähigkeit eines Arbeitnehmers anerkennt, dieser jedoch gegen die Entscheidung der CNS Beschwerde eingelegt hat.		BE → LUX
Berechnung der Arbeitszeiten, wenn Personen, die in Belgien teilzeitbeschäftigt waren, einen Rentenanspruch geltend machen		LUX → BE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024



Anspruch auf Kindergeld für Kinder von Personen, die in Deutschland arbeiten und wohnen und deren Kind in Frankreich einen Freiwilligendienst nach französischem Recht leistet.	Nach den deutschen Rechtsvorschriften besteht Anspruch auf Kindergeld, wenn ein über 18 Jahre altes Kind (bis zur Vollendung des 25. Lebensjahres) ein freiwilliges soziales Jahr leistet. Der Dienst kann unter der Voraussetzung im Ausland geleistet werden, dass ein in Deutschland zugelassener Träger die pädagogische Unterstützung übernimmt. Wird der Freiwilligendienst in Frankreich bei einer französischen Organisation geleistet, besteht grundsätzlich kein Anspruch auf Kindergeld. Gemäß VO 883/2004 muss es möglich sein, Kindergeld für Kinder von Grenzgängern zu beziehen, die in Frankreich wohnhaft sind und dort Freiwilligendienst leisten. Bei Kindern von Eltern, die in Deutschland wohnen und arbeiten, ist das jedoch nicht der Fall. Deshalb stellt sich die Frage, ob das deutsche Recht mit dem europäischen Recht vereinbar ist (Niederlassungsfreiheit gemäß Artikel 49 AEUV).	DE → FR
Sozialversicherung der Berufskraftfahrer	Die für die Bestimmung des anwendbaren Rechts bei Berufskraftfahrern geltende Ausnahmeregelung endete 2020. Wechsel zur Versicherung des Wohnsitzstaates bei zahlreichen Kraftfahrern.	BE → LUX (wahrscheinlich die ganze Großregion)
Aufforderung an kranke Arbeitnehmer, die Tätigkeit wieder aufzunehmen	Die CNS (Gesundheitskasse) Luxemburg entscheidet oft, dass kranke Arbeitnehmer ihre Tätigkeit wieder aufnehmen müssen. Das Schreiben, mit dem ihnen diese Entscheidung mitgeteilt wird, enthält folgenden Hinweis: „mögliche Einlegung eines Rechtsmittels, wenn neue Tatsachen existieren“. Fraglich ist, ob dieser Hinweis legal ist?	DE → LUX ; BE → LUX; FR → LUX
Zahlung des Arbeitslosengeldes in Frankreich und Wartezeit bis zur Ausstellung einer Gesundheitskarte (carte vitale) mit Sozialversicherungsnummer	Personen, die in Deutschland beschäftigt und privatversichert waren, arbeitslos werden und sich beim Pôle Emploi anmelden, um in Frankreich ihren Anspruch auf Arbeitslosengeld geltend zu machen, beantragen bei der Ortskrankenkasse CPAM die Ausstellung einer Carte vitale. Diese Karte wird monatelang nicht ausgestellt. Wenn keine Carte vitale ausgestellt wurde, zahlt Pôle emploi das Arbeitslosengeld nur ein paar Monate.	DE -> FR

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

Antrag auf Kindergeld	Grenzgänger, deren Situation sich in dem Sinn ändert, dass ein grenzüberschreitender Faktor hinzukommt (Aufnahme einer Beschäftigung in einem anderen Staat oder Umzug), sind mit Problemen konfrontiert, wenn sie einen Antrag auf Kindergeld stellen. Die deutsche Familienkasse verlangt einen Nachweis der französischen Familienkasse, in dem bestätigt wird, dass die Familie keine Beihilfe bezieht, damit der Antrag als vollständig gilt und die Angelegenheit geprüft werden kann. Die französische Kasse stellt diesen Nachweis nur auf Antrag aus. Die Bearbeitungszeit ist übermäßig lang (bis zu 10-12 Monaten).	FR → DE / DE → FR/ DE → LUX
Übernahme der Zahnregulierung bei Grenzgängerkindern	Das Kind eines Grenzgängers ist in Deutschland versichert und steht dort in kieferorthopädischer Behandlung. Seit ein Elternteil in Frankreich eine Berufstätigkeit aufgenommen hat, ist das Kind in Frankreich versichert. In Deutschland werden die Kosten des Quartals nicht erstattet, weil das Ziel der Behandlung nicht erreicht wird. Da die Behandlung in Frankreich ganz anders ist, muss wieder von vorne angefangen werden. Die Kassen stellen für eine Weiterbehandlung in Deutschland das S2-Formular nicht aus, weil sie es nicht für notwendig erachten. Ein S2-Formular wird nur für Serienbehandlungen nach ihrem Katalog ausgestellt.	DE → FR

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

Besteuerung des Zusatzrentenplans	Gemäß DBA Frankreich-Luxemburg steht bei Einkünften aus einem Zusatzrentenplan das Besteuerungsrecht dem Wohnsitzstaat zu. Das Problem einer aufgeschobenen Besteuerung besteht bei Grenzgängern zum Zeitpunkt der Auszahlung der Zusatzrentenleistungen. In Luxemburg wird bei der Einzahlung eine Pauschalsteuer in Höhe von 20 % einbehalten. Bei der Auszahlung erfolgt eine Besteuerung nach den in Frankreich geltenden Vorschriften. Auf rechtlicher Ebene handelt es sich nicht um eine Doppelbesteuerung, aber de facto um eine Zusatzbelastung für Grenzgänger.	FR → LUX
Zuschuss zur Erziehungsbeihilfe für behinderte Kinder der Grenzgänger in Frankreich (AEEH)	Bei der AEEH handelt es sich um eine in Frankreich zur Unterstützung der Familie bei der Erziehung und Pflege eines behinderten Kindes gewährte Leistung. Das CDTFM ist der Meinung, dass sie bei der Berechnung des Differenzkindergelds nicht berücksichtigt werden darf. Problem: eine Familie, die für ein behindertes Kind sorgen muss, erhält keine AEEH, weil das deutsche Kindergeld höher ist.	FR → DE
Minijob und Sozialversicherung	Ein Reinigungsunternehmen in Saarbrücken berichtete über eine Kontrolle, bei der die Anmeldung des Personals zur Sozialversicherung geprüft wurde. Das ist für Grenzgänger problematisch, die einen Minijob ausüben. Sie sind nämlich in Frankreich bei ihrem Ehegatten mitversichert und verfügen über keine A1-Bescheinigung. Im Rahmen der neuen Fernübermittlung der Krankmeldungen muss offensichtlich jeder Arbeitnehmer seinem Arbeitgeber die Krankenkasse angeben, bei der er versichert ist. Für Minijobber sind damit zahlreiche Probleme verbunden.	FR → DE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

Steuer ID Nummer für Grenzgänger	Ab 2023 können Grenzgänger beim Antrag auf Kindergeld mit Problemen konfrontiert werden, wenn sie in Deutschland über keine Steuer-ID Nummer verfügen. Die Familienkasse verlangt die vom Finanzamt ausgestellte Steuerbescheinigung. Die Abwicklung muss jedoch künftig über das elektronische ELsTAM-Verfahren erfolgen, was ohne Steuer-ID Nummer nicht möglich ist.	FR → DE
Kinderzuschlag	kein Anspruch auf Kinderzuschlag für Grenzgänger.	FR → DE
A1 Formular	Nachdem seit dem 5.1.22 nicht mehr die CPAM sondern die URSSAF für die Erstellung der A1 Formulare zuständig ist, gibt es Probleme für deutsche Unternehmen, da sie für ein Konto eine französische Registrierungsnummer brauchen. Ein saarländisches Unternehmen stellt seinen Angestellten die Erstellung der A1 Bescheinigung über ein Dienstleistungsunternehmen in Rechnung.	DE → FR
Kindergrundsicherung	Ab 2025 soll in Deutschland das Kindergeld mit andere kindbezogenen Leistungen zu einer Kindergrundsicherung zusammengeführt werden, die automatisch einkommensunabhängig an alle Familien ausgezahlt werden soll. Gesetzentwurf soll Ende 2023 vorgelegt werden. Vermutung: Kindergrundsicherung könnte keine Familienleistung mehr sein, sondern eine Sozialleistung?	DE → GR
Carte vitale für Kinder von geschiedene Paar	In Frankreich werden Kinder auf die Versichertenkarten der Eltern geschrieben. Ist ein Teil des Paares in Deutschland wohnhaft und arbeitet dort, hat er/sie für das Kind keine Versichertenkarte/-nummer. Bei geschiedenen Paaren, die sich in der Betreuung	DE → FR

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024

	abwechseln, kann das bei Krankheit/Verletzung des Kindes in Deutschland zu Problemen führen.	
Berechnung von Familienleistungen	Frankreich berechnet Familienleistungen nach Familiengröße und nicht wie in Deutschland pro Kind	FR → DE
Pflegegeld und Freistellung bei Grenzgängern	Freistellung eines Grenzgängers von seiner Arbeitspflicht zur Pflege eines nahen Angehörigen - Widerspruch zum europäischen Recht?	FR → DE
Bereitschaftsdienst und Telearbeit	Muss ein Mitarbeiter, der Bereitschaftsdienst in einem anderen Arbeitsland macht, aber in Frankreich wohnt, diesen Bereitschaftsdienst als Zähltag für die Steuer in Frankreich anrechnen?	GR
Übersetzung von medizinischen Gutachten und Anspruch auf Behindertenausweis	Ein ehemaliger Grenzgänger mit Behinderung informierte die TFG 3.0 über die Weigerung der zuständigen Behörde in Frankreich, bei der Beantragung von Sozialleistungen im Zusammenhang mit einer Behinderung, medizinische Gutachten zu akzeptieren, die in deutscher Sprache vorgelegt werden. In einer E-Mail einer Mitarbeiterin der Behörde wird ihm mitgeteilt, dass er für die Übersetzung selbst aufkommen muss. Nach Rückfrage bei einigen Netzwerkpartnern, wird die Bitte um Übersetzung von Unterlagen, die einem Antrag auf Sozialversicherung beigelegt sind, manchmal bei deutschen Stellen angetroffen. Dieses Hindernis sollte im Hinblick auf Artikel 76 der EU-Verordnung 883/2004 über soziale Sicherheit, der offenbar unterschiedlich ausgelegt wird, sowie im Hinblick auf Artikel 45 AEUV geprüft werden.	DE → FR

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024



Rückwirkende Aufhebung der Mitgliedschaft in der Sozialversicherung	Eine Person wohnt in Frankreich, wird von einem luxemburgischen Unternehmen eingestellt, um direkt an ein Unternehmen auf deutschem Staatsgebiet entsandt zu werden. Das „Centre commun de la sécurité luxembourgeois“ hat nach einer Kontrolle des Unternehmens rückwirkend alle A1-Formulare annulliert und die Personen aus dem luxemburgischen Sozialversicherungssystem gestrichen. Nach europäischem Recht hätte die Mitgliedschaft in Deutschland erfolgen müssen. Das betroffene Unternehmen hat seine Tätigkeit eingestellt. Die Betroffenen stehen für etwa zwei Jahre ohne Sozialversicherungsschutz und mit Schulden da. Luxemburg fordert die Rückzahlung des gezahlten Krankengeldes und des Kindergeldes. In Deutschland war die Person über den luxemburgischen Arbeitgeber nicht angemeldet.	FR → LUX → DE
Pflegeversicherung - Entlastungsbetrag	In der Pflegestufe I erhält man einen sogenannten Entlastungsbetrag (125 €/Monat), also 1500 €/Jahr), den man für Haushaltshilfen bei der Pflege verwenden kann (Sachleistungsprinzip). Grenzgänger, die in Frankreich wohnen und in Deutschland versichert sind, haben versucht, diesen Betrag über Sachleistungen in Anspruch zu nehmen. Aber französische Pflegedienste werden nicht berücksichtigt und deutsche Pflegedienste können nicht in Frankreich tätig werden. De facto können Grenzgänger diesen Betrag trotz Beitragszahlung nicht in Anspruch nehmen. Dies könnte gegen EU-Recht verstoßen. Dieses Hindernis könnte ein grundsätzliches Hindernis darstellen.	FR, DE

Freins ou irritations potentiels dans le cadre de la mobilité des travailleurs, recensés par la Task Force Frontaliers 3.0 de la Grande Région, Juillet 2021 à Février 2024

Mögliche Hemmnisse im Rahmen der Arbeitnehmerfreizügigkeit, gesammelt von der Task Force Grenzgänger 3.0 der Großregion, Juli 2021 bis Februar 2024